

(1)

(N° 177)

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 2 AVRIL 1912.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE POUR L'EXERCICE 1912 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR **M. PIRMEZ**.

MESSIEURS,

Le Budget de la Guerre de 1912 a été adopté dans les six sections.

Dans la 1^{re} section, par 10 oui contre 9 non et 1 abstention.

Id. 2 ^e	id. 15	id. 6	id. 1	id.
Id. 3 ^e	id. 12	id. 8	id. 1	id.
Id. 4 ^e	id. 12	id. 9	id. 1	id.
Id. 5 ^e	id. 13	id. —	id. 6	id.
Id. 6 ^e	id. 13	id. 2	id. 1	id.

Au total 75 oui, 34 non et 11 abstentions.

Aucune question importante n'a été soulevée au sein des sections, les rapports du moins n'en font aucune mention.

Les crédits alloués au Budget de la Guerre de 1911 s'élevaient :

Pour les dépenses ordinaires, à fr.	54,341.070	»
Pour les dépenses exceptionnelles, à	5,594,370	»
Soit au total pour l'exercice 1911. fr.	59,935,440	»

(1) Budget, n° 4, X.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. d'HUANT, PIRMEZ, DALLEMAGNE, VERHAEGEN, THEODOR, DE SADELEER.

Le projet du Budget de la Guerre pour l'exercice 1912 s'élevait à 64,843,940 francs, dont 53,023,940 francs pour les dépenses ordinaires et 9,820,000 francs pour les dépenses extraordinaires.

Le 8 février 1912, M. le Ministre de la Guerre a fait parvenir à la Section centrale des amendements qui portent les dépenses ordinaires à fr. 53,568,940 »
et les dépenses exceptionnelles à 10,083,500 »
ENSEMBLE . . fr. 63,652,440 »

Soit une augmentation de 5,717,000 francs sur 1911.

Les amendements déposés par le Gouvernement sont les suivants :

Première section. — Dépenses ordinaires.	Eerste sectie. — Gewone uitgaven.
CHAPITRE II.	HOOFDSTUK II.
TRAITEMENTS, INDEMNITÉS, SOLDE ET ACCESSOIRES.	JAARWEDDEN, VERGOEDINGEN, SOLDIJ EN BIJGELDEN.
1 ^{re} Section — Traitements et indemnités des états-majors et des officiers sans troupe.	1 ^e Afdeeling. — Jaarwedden en vergoe- dingen der staven en der officieren zonder troepen.
ART. 6. — Traitements et indemnités de l'état-major général, fr. 918,000 »	ART. 6. — Jaarwedden en vergoe- dingen van den generalen staf, fr. 918,000 »

Augmentation de 34,000 francs.

ART. 7. — Traitements et indemnités de l'état-major des provinces et des places, fr. 275,300 »	ART. 7. — Jaarwedden en vergoe- dingen van den provincialen en van den plaatselijken staf, . . . fr. 275,300 »
--	--

Augmentation de 5,000 francs.

ART. 8. — Traitements et indemnités du service de l'intendance, fr. 298,940 »	ART. 8. — Jaarwedden en vergoe- dingen van den dienst der intèn- dantie, fr. 298,940 »
---	--

Augmentation de 11,000 francs.

ART. 9. — Traitements et indemnités des officiers du service de santé des hôpitaux, fr. 459,550 »	ART. 9. — Jaarwedden en vergoe- dingen der officieren van den genees- kundigen dienst der hospitalen, fr. 459,550 »
---	--

Augmentation de 1,000 francs.

2^e Section. — Traitements, indemnités, solde et accessoires des troupes.

ART. 10. — Traitements, indemnités et solde de l'infanterie et des compagnies d'administration. fr. 14,351,500 »

2^e Afdeling. — Jaarwedden, vergoedingen, soldij en bijgelden der troepen.

ART. 10. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der infanterie en van de compagniën van administratie, fr. 14,351,500 »

Augmentation de 90,000 francs.

ART. 11. — Traitements, indemnités et solde de la cavalerie fr. 4,007,000 »

ART. 11. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der cavalerie fr. 4,007,000 »

Augmentation de 165,000 francs.

ART. 12. — Traitements, indemnités et solde de l'artillerie, fr. 5,873,400 »

ART. 12. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij van de artillerie fr. 5,873,400 »

Augmentation de 165,000 francs.

ART. 13. — Traitements, indemnités et solde du génie . fr. 1,547,000 »

ART. 13. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der genie fr. 1,547,000 »

Augmentation de 15,000 francs.

ART. 14. — Traitements, indemnités et solde du train . . fr. 280,000 »

ART. 14. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij van den trein fr. 280,000 »

Augmentation de 14,000 francs.

Les augmentations demandées aux articles 6 à 14 et dont le total s'élève à 500,000 francs sont la conséquence des mesures prises en vue d'améliorer la situation des officiers qui doivent posséder des chevaux. Les indemnités précédemment allouées de ce chef étaient manifestement insuffisantes; elles viennent d'être mises d'accord avec les nécessités réelles.

CHAPITRE VII.

NOURRITURE DES TROUPES, FOURRAGES
ET AUTRES PRESTATIONS.

ART. 24. — Nourriture des troupes.
— Fourrages . . . fr. 11,468,000 »

HOOFDSTUK VII.

VERGOEDING DER TROEPEN, VOEDER
EN ANDERE VERSTREKKINGEN.

ART. 24. — Vergoeding der troepen.
— Voeder fr. 11,468,000 »

Il y a lieu d'acheter 120 chevaux supplémentaires pour remplacer, dans

les régiments de cavalerie, ceux qui sont détachés en permanence à l'École militaire et à l'École d'équitation. On propose, en conséquence, d'augmenter le crédit porté au projet de Budget d'une somme de 45,000 francs représentant le coût de la nourriture de 120 chevaux pendant neuf mois.

Deuxième section. — Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE XI.

SERVICES DIVERS.

ART. 47. — *Achat de chevaux.*

. fr. 211,000 »

Tweede sectie. — Uitzonderlijke uitgaven.

HOOFDSTUK XI.

VERSCHILLENDE DIENSTEN.

ART. 47. — *Aankoop van paarden.*

. fr. 211,000 »

On propose d'augmenter de 133,500 francs le crédit porté au projet de Budget.

Cette somme servira à payer l'acquisition de 120 chevaux destinés à remplacer, dans les régiments de cavalerie, ceux qui sont détachés en permanence à l'École militaire et à l'École d'équitation.

ART. 55 (nouveau). — *Établissement d'une grille défensive avec ronces artificielles dans certains forts de la position de Liège . . . fr. 130,000 »*

ART. 55 (nieuw). — *Plaatsen van een verdedigingshek met kunstmatige doornen in zekeren forten der verdedigingstelling Luik . fr. 130,000 »*

Ce travail est destiné à augmenter la capacité défensive de certains forts de la position de Liège; il est urgent.

*
* *

Les principales augmentations des dépenses ordinaires sont dues à l'augmentation du nombre d'hommes incorporés et à la cherté de la vie.

Elles sont également dues aux améliorations accordées aux officiers.

Les principaux postes des dépenses exceptionnelles sont les suivants :

Amélioration du casernement fr. 3,000,000 »

Armement de l'artillerie de campagne 1,000,000 »

Armement des nouveaux ouvrages défensifs, autres que ceux de l'Escaut, en construction dans la position fortifiée d'Anvers. 3,000,000 »

Examen en Section centrale.

La Section centrale a examiné la possibilité du recrutement régional. Elle estime que si le recrutement régional est désirable au point de vue du rapprochement du soldat de sa famille, il y aurait d'autre part de grands

inconvenients à créer des régiments wallons et flamands. L'expérience a démontré dans d'autres pays que la mesure a donné lieu à des inconvenients à d'autres points de vue. Si dans quelques rares pays le recrutement régional existe, les régions adoptées sont en général beaucoup plus étendues que tout le territoire belge ; en Belgique d'ailleurs, l'exiguité du territoire et les facilités de communication permettent aux soldats de revoir fréquemment leurs parents. Quoi qu'il en soit, il y a moyen de donner en partie satisfaction au vœu exprimé en priant le Ministre de la Guerre de tenir compte, dans la mesure du possible, du domicile de la famille pour la désignation de la garnison.

*
* *

La Section centrale demande à M. le Ministre de vouloir faciliter aux miliciens flamands, servant dans les garnisons wallonnes, la préparation de leurs examens en langue flamande.

*
* *

La Section centrale a examiné l'instruction générale relative aux étudiants militaires.

L'article 1^{er} est libellé comme suit :

« Sous les conditions spécifiées ci-après, les miliciens et les frères servant pour un frère peuvent être admis dans les unités universitaires.

» Toutefois, l'admission des miliciens est subordonnée à la condition qu'ils aient épuisé la série des trois exemptions qui s'accordent, pour raison d'études, en vertu du littéra II de l'article 27 de la loi sur la milice.

» Cette condition n'est pas exigée : a) si l'octroi ou le renouvellement de l'exemption dont il s'agit doit entraîner la désignation pour le service d'un frère puîné du milicien en cause ; b) si le candidat entre ou se trouve dans la troisième année des études supérieures qu'il poursuit ; c) s'il entre ou se trouve dans une des deux dernières années des études supérieures qu'il a entreprises, ou bien dans la dernière année s'il s'agit d'une section spéciale dont les études complètes ne comportent que deux années. »

Il est compréhensible que M. le Ministre de la Guerre désire supprimer les abus auxquels a donné lieu l'existence des compagnies universitaires. Des jeunes gens désireux d'échapper autant que possible à la vie de caserne prenaient une inscription à l'université et cela avec la détermination de ne passer aucun examen. S'ils ont fait des humanités grecques-latines, il leur suffit de s'inscrire dans n'importe quelle faculté ; s'ils n'ont pas fait les humanités, il leur suffit de passer l'examen d'entrée à une école spéciale, commerciale, agricole ou autre, examens de nature plutôt facile.

Mais en examinant, au point de vue des études, le sens et la portée de cet

arrêté, la Section constate que désormais le jeune homme qui à 19 ou 20 ans termine ses études moyennes n'a plus le droit de faire immédiatement partie de la compagnie universitaire. Il lui faut successivement demander deux sursis d'un an. Si pendant ces deux ans il a subi avec succès deux examens universitaires, l'examen d'entrée non compris, il entre en troisième année d'études et alors seulement il a le droit de se faire incorporer dans la compagnie universitaire. S'il n'a pas subi deux examens avec succès, il doit demander un troisième sursis d'un an, moyennant quoi il a le droit en toute hypothèse au privilège de la compagnie.

Si, lorsqu'il arrive à 19 ans, l'âge du service, il a déjà fait avec succès deux années d'études, il entre aussi de droit à la compagnie.

Ces restrictions ne concernent que les études supérieures qui durent plus de trois ans, médecine six ans, droit cinq ans, études d'ingénieur six ans au grade légal, cinq ans au grade non légal en y comprenant l'année d'électricité que presque tous nos jeunes ingénieurs tiennent à faire.

S'il s'agit d'études de deux ans, branche commerciale, grade de conducteur civil des ponts et chaussées, le jeune homme qui, ayant subi un premier examen, entre dans la grande et dernière année d'études peut entrer à la compagnie universitaire. Même privilège pour le jeune homme qui suit un cours d'études de trois ans, école d'agriculture, et qui a passé avec succès un seul examen.

Voilà brièvement expliquées les principales dispositions du nouveau règlement.

Que faut-il en penser ?

Ce nouveau régime établit une inégalité choquante entre les diverses sortes d'études, et cela au profit des études les moins longues et les moins sérieuses, au très grand détriment des études les plus difficiles et les plus longues. Un étudiant en médecine ou en mines devra faire son service militaire pendant les années les plus ardues, les plus surchargées d'exercices pratiques ; par contre l'étudiant d'un petit cours de deux ou trois ans pourra le faire dès la deuxième année.

Ajoutez cet autre inconvénient : les compagnies universitaires sont en marge de la loi, elles vivent d'une simple tolérance et n'ont qu'une existence précaire. Le Ministre de la Guerre peut les supprimer par simple décret. Vienne ce décret, l'étudiant en droit, en médecine, en mines qui aura été astreint à demander un, deux ou trois ans de sursis devra-t-il aller à la caserne comme simple soldat, forcé d'interrompre complètement ses études pendant deux ans, ce qui pour lui serait un véritable désastre.

Aussi il y aurait, croyons-nous, un moyen à la fois meilleur et plus simple de supprimer l'abus que l'on veut atteindre : ce serait de publier un arrêté portant que désormais ne seront plus admis à la compagnie universitaire que les étudiants ayant déjà subi avec succès au moins un examen universitaire, l'examen d'entrée ne comptant pas, et appartenant à une des catégories d'études à désigner par le Ministre de la Guerre.

Il semble que cette mesure suffirait pour supprimer les abus existants.

La Section centrale a également examiné les différentes circulaires ministérielles concernant les heures de service des étudiants militaires, la Section centrale estime que le meilleur moyen de concilier tous les intérêts est de prier les commandants des compagnies universitaires de se mettre d'accord avec les autorités académiques. Il y a lieu de faire remarquer que l'époque où les étudiants ont le plus besoin de liberté pour leurs études est celle comprise entre la fin des cours et la date de l'examen.

* *

L'attention de la Section centrale a été attirée sur l'article 23 du Budget. Cet article est libellé comme suit : Matériel du génie : 1,722.000 francs en augmentation de 12.000 francs sur le Budget de 1911. Cette somme est nécessaire pour continuer l'organisation du service d'aviation, indépendamment de la dépense de premier établissement dont il est question à l'article 35 (70,000 francs).

L'examen des développements de l'article 23 ne permet pas de se rendre compte de la somme dépensée pour l'aviation, car le poste relatif au fonctionnement du service de l'aviation est compris dans une somme de 230,000 francs dont le détail est donné ainsi qu'il suit dans les développements :

Frais d'instruction théorique et pratique des troupes du génie, service télégraphique et téléphonique et acquisition du matériel; frais de voyage aux officiers et sous-officiers du génie qui prennent part aux ascensions aérostatiques et aux employés civils militarisés des troupes du génie qui se déplacent pour le service technique du régiment et des compagnies spéciales; primes à allouer pour découverte des auteurs de vols et de dégradations aux lignes télégraphiques ou téléphoniques; dépenses relatives au matériel et au fonctionnement du service d'aviation. . fr. 230,000 »

La Section centrale attire l'attention du Ministre de la Guerre, comme elle l'a déjà fait sur la nécessité de voir les chapitres du Budget mieux subdivisés de façon que la Section puisse mieux se rendre compte des dépenses afférentes à différents postes.

Quand on constate le développement que prend le service d'aviation à l'étranger, on peut regretter que la Belgique ne fasse pas un effort important dans cette voie.

En Belgique, le service d'aviation est en voie d'organisation, mais la situation actuelle rend illusoire son utilisation pratique.

Une école de formation de pilotes a été constituée à Brasschaet. Neuf officiers sont titulaires du brevet et trois sont en instance.

Trois aéroplanes dont deux en ordre de marche sont à la disposition des officiers aviateurs. En s'inspirant de l'expérience acquise et de l'organisation

militaire allemande et française, on peut estimer que la création de deux escadrilles de place forte serait un minimum désirable. Soit en tout 16 avions, 12 officiers aviateurs et le matériel nécessaire. A titre d'indication, les avions en ordre de marche coûtent en moyenne 25,000 francs.

Pour l'aérostation il y a lieu de constater que là aussi il faut marcher de l'avant. La situation actuelle est la suivante : La compagnie d'aéroliers organise quatre sections aérostatiques de forteresse, deux à Anvers, une à Liège et une à Namur. Le matériel des sections de Liège et de Namur se trouve à Anvers en temps de paix. Étant donné la grande proximité de la frontière, les places de Liège et de Namur devraient rationnellement comporter des sections autonomes possédant en permanence le matériel complet en ballons et charroi, ainsi que le personnel de service en officiers et en troupes, toujours prêts à fonctionner. Elles ne devraient dépendre du commandant des aéroliers d'Anvers qu'au point de vue technique. Une telle organisation permettrait de fréquentes ascensions absolument indispensables à la formation des officiers observateurs.

La compagnie d'aéroliers ne possède aucun ballon de réserve. Or le nombre d'ascensions captives qu'exigent le dressage du personnel et l'éducation des officiers observateurs finissent par détériorer sérieusement le matériel, il serait donc désirable qu'en tout temps il y ait un matériel de réserve toujours en bon état.

Au point de vue des ballons dirigeables, le Ministère de la Guerre n'en possède aucun. La Section centrale attire l'attention du Ministre de la Guerre sur cette situation.

Nos places fortes ont coûté beaucoup au pays, si nous voulons les défendre contre les ballons et avions ennemis, il nous faut des armes analogues.

*
* *

La Section centrale a été amenée à examiner les revendications de certains cadres du Ministère de la Guerre.

Le personnel civil du Ministère de la Guerre se plaint de ce que l'avancement soit moins rapide au Ministère de la Guerre que dans les autres Ministères. Cet avancement moins rapide provient de ce que, depuis 1896, diverses réorganisations ont eu pour effet de renforcer dans une forte proportion le cadre inférieur, dans une proportion moindre le cadre moyen et pas du tout le cadre supérieur des employés civils.

La Section centrale signale cette situation à M. le Ministre de la Guerre.

Les adjoints du génie expriment le vœu de voir réorganiser le cadre des adjoints du génie sur les mêmes bases et mêmes taux de traitements et d'émoluments que ceux des officiers comptables du matériel d'artillerie avec lesquels ils ont tant d'analogie de fonctions et qui ont d'ailleurs avec eux une origine commune.

La Section centrale estime que ce vœu est justifié.

La Section centrale attire l'attention de M. le Ministre :

1° Sur la situation des commis du génie qui sollicitent une amélioration de situation ;

2° Sur la situation du personnel civil des établissements de fabrication de l'artillerie, à Anvers, qui sollicite une amélioration de situation ;

3° Sur la demande des ouvriers militarisés des boulangeries militaires, qui sollicitent de voir leur salaire mis au niveau des salaires des boulangers de l'industrie privée.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

La Section centrale vote le Budget à l'unanimité.

Le Rapporteur,
MAURICE PIRMEZ.

Le Président,
E. NERINCX.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 APRIL 1912.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1912 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PIRMEZ**.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Oorlog voor 1912 werd aangenomen in de zes afdeelingen.

In de 1^{ste} afdeeling, met 10 stemmen tegen 10 en 1 onthouding.

Id. 2 ^e	id.	15	id.	6	id. 1	id.
Id. 3 ^e	id.	12	id.	8	id. 1	id.
Id. 4 ^e	id.	12	id.	9	id. 1	id.
Id. 5 ^e	id.	13	id.	—	id. 6	id.
Id. 6 ^e	id.	13	id.	2	id. 1	id.

Te zamen, 75 stemmen voor, 34 tegen en 11 onthoudingen.

In de afdeelingen werd niet ééne gewichtige quaestie te berde gebracht; althans wordt daarvan geen gewag gemaakt in de verslagen.

De kredieten, op de Begrooting van Oorlog voor 1911 uitgetrokken, bedroegen :

Voor de gewone uitgaven	fr.	54,341,070	»
Voor de uitzonderlijke uitgaven		5,594,370	»
Dus in 't geheel voor het dienstjaar 1911 . . .	fr.	59,935,440	»

(1) Begrooting, n° 4, X.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCX, was samengesteld uit de heeren D'HART, PIRMEZ, DALLEMAGNE, VERHAEGEN, THEODOR, DE SADELEER.

Het ontwerp van Begrooting van Oorlog voor het dienstjaar 1912 bedroeg 64,843,940 frank : 55,023,940 frank voor de gewone uitgaven en 9,820,000 frank voor de uitzonderlijke uitgaven.

Den 8ⁿ Februari 1912 deed de Minister van Oorlog aan de Middenafdeeling geworden een reeks amendementen, waardoor de gewone uitgaven zijn gebracht tot op fr. 55,568,940 »
en de uitzonderlijke uitgaven tot op 10,083,500 »

TE ZAMEN. fr. 65,652,440 »

De verhooging bedraagt dus 5,717,000 frank op 1911.

De amendementen, door de Regeering ingediend, luiden :

Première section. — Dépenses ordinaires.	Eerste sectie. — Gewone uitgaven.
CHAPITRE II.	HOOFDSTUK II.
TRAITEMENTS, INDEMNITÉS, SOLDE ET ACCESSOIRES.	JAARWEDDEN, VERGOEDINGEN, SOLDIJ EN BIJGELDEN.
1 ^{re} Section — Traitements et indemnités des états-majors et des officiers sans troupe.	1 ^e Afdeeling. — Jaarwedden en vergoedingen der staven en der officieren zonder troepen.
ART. 6. — Traitements et indemnités de l'état-major général, fr. 918,000 »	ART. 6. — Jaarwedden en vergoedingen van den generalen staf, fr. 918,000 »

Verhooging : 34,000 frank.

ART. 7. — Traitements et indemnités de l'état-major des provinces et des places, fr. 275,300 »	ART. 7. — Jaarwedden en vergoedingen van den provincialen en van den plaatselijken staf, fr. 275,300 »
--	--

Verhooging : 5,000 frank.

ART. 8. — Traitements et indemnités du service de l'intendance, fr. 298,940 »	ART. 8. — Jaarwedden en vergoedingen van den dienst der intendantie, fr. 298,940 »
---	--

Verhooging : 11,000 frank.

ART. 9. — Traitements et indemnités des officiers du service de santé des hôpitaux, fr. 459,550 »	ART. 9. — Jaarwedden en vergoedingen der officieren van den geneeskundigen dienst der hospitalen, fr. 459,550 »
---	---

Verhooging : 1,000 frank.

23: on. — Traitements, indemnités, solde et accessoires des troupes.	2 ^e Afdeeling. — Jaarwedden, vergoedingen, soldij en bijgelden der troepen.
ART. 10. — Traitements, indemnités et solde de l'infanterie et des compagnies d'administration, fr. 14,351,500 »	ART. 10. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der infanterie en van de compagnieën van administratie, fr. 14,351,500 »

Verhooging : 90,000 frank.

ART. 11. — Traitements, indemnités et solde de la cavalerie fr. 4,007,000 »	ART. 11. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der cavalerie fr. 4,007,000 »
---	---

Verhooging : 165,000 frank.

ART. 12. — Traitements, indemnités et solde de l'artillerie. fr. 5,873,400 »	ART. 12. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij van de artillerie fr. 5,873,400 »
--	---

Verhooging : 165,000 frank.

ART. 13. — Traitements, indemnités et solde du génie . fr. 1,547,000 »	ART. 13. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der genie fr. 1,547,000 »
--	---

Verhooging : 15,000 frank.

ART. 14. — Traitements, indemnités et solde du train . . fr. 280,000 »	ART. 14. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij van den trein fr. 280,000 »
--	---

Verhooging : 14,000 frank.

De verhoogingen, welke zijn aangevraagd bij de artikelen 6 tot 14 en te zamen 500,000 frank bereiken, spruiten voor uit de maatregelen genomen tot verbetering van den toestand der officieren die paarden moeten hebben. De vroegere vergoedingen uit dien hoofde waren blijkbaar ontoereikend; ze zijn thans geregeld volgens de werkelijke behoeften.

CHAPITRE VII.

NOURRITURE DES TROUPES, FOURRAGES
ET AUTRES PRESTATIONS.

ART. 24. — Nourriture des troupes. — Fourrages . . . fr. 11,468,000 »	ART. 24. — Vergoeding der troepen. — Voeder . . . fr. 11,468,000 »
--	---

Er dienen 120 paarden bijgekocht te worden om, in de regimenten der

cavalerie, die paarden te vervangen, welke bestendig dienst doen in de Militaire School en in de Rijschool. Er wordt bijgevolg voorgesteld het krediet, op het ontwerp van Begrooting uitgetrokken, te verhoogen met 43,000 frank wegens de uitgaven voor het voederen van 120 paarden gedurende negen maanden.

Deuxième section. — Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE XI.

SERVICES DIVERS.

ART. 47. — *Achat de chevaux.*
 fr. 211,000 »

Tweede sectie. — Uitzonderlijke uitgaven.

HOOFDSTUK XI.

VERSCHILLENDE DIENSTEN.

ART. 47. — *Aankoop van paarden.*
 fr. 211,000 »

Er wordt voorgesteld, het krediet uitgetrokken op het ontwerp van Begrooting te verhoogen met 133,500 frank.

Deze som zal dienen om den aankoop te betalen van 120 paarden tot vervanging, in de regimenten der cavalerie, van die welke bestendig dienst doen in de Militaire School en in de Rijschool.

ART. 53 (nouveau). — *Établissement d'une grille défensive avec ronces artificielles dans certains forts de la position de Liège* . . . fr. 130,000 »

ART. 53 (nieuw). — *Plaatsen van een verdedigingshek met kunstmatige doornen in zekere forten der verdedigingsstelling Luik* . fr. 130,000 »

Dit werk is bestemd om het verdedigingsvermogen van sommige forten der stelling Luik te vermeerderen; het is spoedvereischend.

*
* *

De voornaamste verhoogingen van de gewone uitgaven zijn veroorzaakt door het hooger getal ingelijfde manschappen en door de duurte der levensmiddelen.

Ze zijn ook veroorzaakt door de verbeteringen die werden ingevoerd ten bate van de officieren.

De voornaamste posten van de uitzonderlijke uitgaven zijn :

Verbetering van de kazerneering. fr. 3,000,000 »

Bewapening van de veldartillerie 1,000,000 »

Bewapening van de nieuwe verdedigingswerken, andere dan die der Schelde, die worden opgericht in de versterkte stelling Antwerpen. 3,000,000 »

Behandeling in de Middenafdeeling.

De Middenafdeeling onderzocht of de gewestelijke legerinrichting mogelijk is. Zij meent dat, zoo de gewestelijke legerinrichting wenschelijk is om den soldaat dicht bij zijne familie te brengen, het oprichten van Waalsche en van Vlaamsche regimenten anderzijds zou aanleiding geven tot groote bezwaren. Nog in andere opzichten zouden er bezwaren oprijzen, zooals is gebleken in andere landen waar soortgelijke maatregel werd ingevoerd. Zoo de gewestelijke legerinrichting bestaat in enkele, weinig talrijke landen, dan hebben de gewesten, welke daartoe werden aangenomen, over 't algemeen eene veel grootere uitgestrektheid dan gansch het Belgische grondgebied; overigens, dank zij de geringe uitgestrektheid van het grondgebied en de gemakkelijke verkeersmiddelen in België, kunnen de soldaten bij hunne ouders dikwijls terugkeeren. Wat er ook van zij, de uitgedrukte wensch kan gedeeltelijk ingewilligd worden: daartoe kan men den Minister van Oorlog verzoeken, de woonplaats der familie zooveel mogelijk in aanmerking te nemen bij het aanwijzen van het garnizoen.

*
* *

De Middenafdeeling verzoekt den Minister, maatregelen te nemen opdat de Vlaamsche soldaten Vlaamsche leergangen zouden kunnen volgen in de garnizoenen uit het Waalsche gedeelte van het land, ten einde zich gemakkelijk te kunnen voorbereiden voor verscheiden examens.

*
* *

De Middenafdeeling handelde over de algemeene onderrichting betreffende de militaire studenten.

Artikel 1 luidt als volgt :

« Onder de hierna bepaalde voorwaarden kunnen de militieplichtigen en de broeders, die in de plaats van een broeder dienen, worden opgenomen in de Hoogeschoolcompagnieën.

» De militieplichtigen kunnen echter alleen dan worden toegelaten, wanneer zij de drie vrijstellingen welke, wegens studiën, worden verleend krachtens littera // van artikel 27 der militiewet, hebben aangevraagd en bekomen.

» Dit wordt niet vereischt : a) indien het verleenen of het hernieuwen van gezegde vrijstelling voor gevolg hebben moet, dat een jongere broeder van den belanghebbenden militieplichtige wordt aangewezen voor den dienst; b) indien de candidaat het derde jaar aanvangt of voortzet van de hogere studiën, waarop hij zich toelegt; c) indien hij een van de laatste twee jaren der door hem ondernomen studiën ofwel, zoo het geldt eene

bijzondere afdeeling waarvan de volledige studiën slechts twee jaar duren, het laatste jaar aanvangt of voortzet. »

Men begrijpt dat de Minister van Oorlog de misbruiken wensch uit te roeien, die zich voordeden ten gevolge van het bestaan der Hoogeschoolcompagnieën. Jongelingen, verlangende zooveel mogelijk te ontsnappen aan het kazerneleven, deden zich inschrijven als student aan de Hoogeschool, en wel met het voornemen nooit een examen af te leggen. Hebben zij de Grieksche-Latijnsche humaniora voleindigd, dan volstaat het dat zij zich doen inschrijven in om 't even welke faculteit; hebben zij de humaniora niet gevolgd, dan behoeven zij enkel af te leggen het niet zeer moeilijk toelatingsexamen tot eene bijzondere school, handelsschool, landbouwschool, enz.

Doch, zoo de Middenafdeeling de beteekenis en de gevolgen van dit besluit nagaat met het oog op de studiën, dan stelt zij vast dat de jongeling, die zijne middelbare studiën voleindigt op den leeftijd van 19 of 20 jaar, voortaan niet meer het recht heeft om dadelijk deel uit te maken van de Hoogeschoolcompagnie. Hij moet tweemaal achtereenvolgens een uitstel voor een jaar aanvragen. Slaagt hij er in, twee hoogeschoolexamens — met uitsluiting van het toelatingsexamen — af te leggen gedurende deze twee jaar, dan begint hij het derde studiejaar en alleen dan heeft hij het recht, zich te doen opnemen in de Hoogeschoolcompagnie. Mocht hij in twee examens niet slagen, dan moet hij een derde uitstel van een jaar aanvragen; in elk geval heeft hij alsdan het recht om in de Hoogeschoolcompagnie te worden opgenomen.

Indien hij, bij het bereiken van den leeftijd van 19 jaar waarop men dienstplichtig is, reeds gedurende twee jaar studeerde met goed gevolg, dan maakt hij van rechtswege deel uit van de compagnie.

Deze beperkingen gelden enkel voor de hoogere studiën die meer dan drie jaar duren: geneeskunde, zes jaar; rechten, vijf jaar; studiën van ingenieur, zes jaar voor den wettelijken graad, vijf jaar voor den niet wettelijken graad, met inbegrip van het jaar gewijd aan de studie der electriciteit, welk al onze jonge ingenieurs wenschen te doen.

Geldt het tweejarige studiën: handel, graad van burgerlijk conducteur van bruggen en wegen, dan kan de jongeling die, na een eerste examen te hebben afgelegd, het groote en laatste studiejaar begint, in de Hoogeschoolcompagnie opgenomen worden. Dit voorrecht is ook toegekend aan den jongeling die een driejarigen cursus (landbouwschool) volgt en slechts één examen aflegde.

Dat is de beknopte verklaring van de voornaamste bepalingen van het nieuw reglement.

Wat moet men ervan denken?

Die nieuwe regeling huldigt een aanstootgevende ongelijkheid tusschen de verschillende soorten van studiën: de gemakkelijkste en de kortste

studiën worden daardoor begunstigd, terwijl de moeilijkste en de langste in zeer hooge mate worden benadeeld. Een student in de geneeskunde of in de mijnen moet zijn militairen dienst doen gedurende de moeilijkste jaren, wanneer het meest practische oefeningen plaats hebben; integendeel, de student, die een kleinen twee- of driejarigen leergang volgt, kan, van het tweede jaar af, deel uitmaken van de Hoogeschoolcompagnie.

Er is nog een ander bezwaar : de Hoogeschoolcompagnieën zijn niet rechtstreeks door de wet ingesteld; zij bestaan enkel bij wijze van vergunning en kunnen te allen tijde opgeheven worden. Een besluit van den Minister van Oorlog volstaat om ze af te schaffen. Wordt dit besluit genomen, dan is de student in de rechten, in de geneeskunde, in de mijnen, die verplicht werd een, twee of drie jaar uitstel te vragen, verplicht naar de kazerne te gaan als een gemeen soldaat en zijne studiën geheel en al te onderbreken gedurende twee jaar; dit ware voor hem een echte ramp.

Wij meenen dat er een beter en tevens eenvoudiger middel zijn zou om het misbruik, dat men bestrijden wil, uit te roeien : men neme een besluit, krachtens hetwelk voortaan in de Hoogeschoolcompagnie worden toegelaten alleen die studenten, welke slaagden in ten minste één Hoogeschoolexamen — met uitsluiting van het toelatingsexamen — en zich toeleggen op een der vakstudiën, door den Minister van Oorlog te bepalen.

Het schijnt dat soortgelijke maatregel zou volstaan om de bestaande misbruiken te doen ophouden.

De Middenafdeeling hield zich insgelijks bezig met de ministerieele omzendbrieven betreffende de diensturen van de militaire studenten. Zij meent dat men aan al de belangen het best zou voldoening schenken door de Commandanten der Hoogeschoolcompagnieën te verzoeken, hieromtrent overeen te komen met de academische overheden. Er dient te worden aangemerkt dat de tijd, gedurende welken de studenten het meest vrije uren noodig hebben voor hunne studiën, is begrepen tusschen het einde der leergangen en den dag van het examen.

*
* *

De aandacht van de Middenafdeeling werd gevestigd op artikel 23 der Begrooting. Dit artikel luidt als volgt : Materieel der genie : 1,722,000 frank, of 12,000 frank meer dan in 1914. Deze som moet dienen om den vliegdiens verder in te richten buiten de uitgave wegens eerste oprichting waarvan sprake is in artikel 53 (70,000 frank).

Uit de toelichting van artikel 23 blijkt niet, hoeveel er reeds uitgegeven werd voor den vliegdiens; inderdaad, de post betreffende de werking van den vliegdiens is begrepen in eene som van 230,000 frank, waarvan de omstandige opgave in de toelichting is medegedeeld als volgt :

Kosten wegens theoretische en practische opleiding der genietroepen, telegraphische en telephonische dienst en aankoop van materieel; reis-

kosten voor officieren en onderofficieren der genie, die de luchtreizen meedoen, alsmede aan de gemilitariseerde burgerlijke bedienden der genietroepen, die op reis gaan in 't belang van den technischen dienst van het regiment en de bijzondere compagnieën; premiën te verleenen aan hen, die de daders van diefstallen en van beschadigingen der telegraphische of telephonische lijnen ontdekken; uitgaven betreffende het materieel en de werking van den vliegdiens. fr. 230,000 »

Evenals vroeger merkt de Middenafdeeling aan, dat het noodig is de hoofdstukken der Begrooting te splitsen, zoodat zij beter kunne nagaan welke uitgaven op de verschillende posten zijn uitgetrokken.

Wanneer men vaststelt in welke mate de vliegdiens zich uitbreidt in het buitenland, dan mag men betreuren dat België niet eene flinke poging in die richting doet.

In België verkeert de vliegdiens in staat van wording, doch de huidige toestand maakt het onmogelijk, hem practisch te benuttigen.

Eene school tot opleiding van loodsen werd opgericht te Brasschaat. Negen officieren hebben het brevet van loods bekomen en drie voorbereiden zich daartoe.

Drie vliegmachines, waarvan twee reisvaardig zijn, zijn ter beschikking gesteld van de officieren die zich op de vliegkunst toeleggen. Op grond van de ervaring en van de militaire inrichting in Duitschland en in Frankrijk, kan men bepalen dat het tot stand brengen van twee klein eskaders voor den dienst der vestingen een wenschelijk minimum zijn zou: er zouden dus, in 't geheel, 16 vliegmachines en 12 officiers-vliegers zijn met het vereischte materieel. Als inlichting zij hier gezegd dat de reisvaardige vliegmachines gemiddeld 25,000 frank kosten.

Ook wat de luchtscheepvaart betreft, dient men vooruit te gaan. Thans zijn er door de compagnie der luchtschippers vier afdeelingen van luchtscheepvaart voor den dienst der vestingen ingericht: twee te Antwerpen, eene te Luik en eene te Namen. Het materieel der afdeelingen van Luik en Namen bevindt zich, in tijd van vrede, te Antwerpen. Neemt men in aanmerking dat de grens zeer dichtbij is, dan spreekt het van zelf dat er in de stellingen Luik en Namen zelfstandige afdeelingen zouden moeten zijn, die te allen tijde beschikken over een volledig materieel van luchtballons en vervoermiddelen; daar zou eveneens moeten zijn het vereischte personeel — officieren en troepen —, steeds bereid om op te treden. Van den commandant der luchtschippers te Antwerpen zouden zij slechts in technisch opzicht moeten afhangen. Met soortgelijke inrichting zou men herhaaldelijke luchtreizen kunnen ondernemen; overigens, die reizen zijn volkomen onontbeerlijk voor de opleiding der officieren belast met de waarnemingen.

De compagnie der luchtschippers bezit geen enkel reserve-luchtballon. Nu, de talrijke opstijgingen van met koorden weerhouden luchtballons, die er noodig zijn om het personeel af te richten en de officieren-waarnemers op te leiden, hebben eindelijk voor gevolg, het materieel zeer te bescha-

digen; het ware dus wenschelijk, dat er een reserve-materieel in goeden staat van onderhoud te allen tijde beschikbaar zou zijn.

Wat de bestuurbare ballons aangaat, het Ministerie van Oorlog bezit er geen enkel. De Middenafdeeling vestigt de aandacht van den Minister van Oorlog op dezen toestand.

Onze vestingen hebben veel geld gekost; willen wij ze verdedigen tegen de ballons en de vliegmachines van den vijand, dan moeten wij ook over soortgelijke wapens beschikken.

*
* *

De Middenafdeeling hield zich bezig met de eischen van sommige klassen van ambtenaren bij het Ministerie van Oorlog.

Het burgerlijk personeel van het Ministerie van Oorlog beklagt er zich over, dat de bevordering in het Ministerie van Oorlog niet zoo snel gaat als in de overige Ministeriën. De bevordering is er langzamer, omdat, ten gevolge van verscheidene wijzigingen in de inrichting sedert 1896, het getal burgerlijke beambten van de lagere klasse in groote mate en dit van de middelklasse in een mindere mate werd verhoogd, terwijl het getal beambten van de hoogere klasse onveranderd bleef.

Op dezen toestand vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den Minister van Oorlog.

De adjuncten van de genie drukken den wensch uit dat voor hen worden bepaald dezelfde regeling en hetzelfde bedrag, wat de jaarwedden en de bijwedden betreft, als die welke gelden voor de officieren rekenplichtigen van het materieel der artillerie; beider werkzaamheden stemmen in menig opzicht overeen, beiden hebben overigens denzelfden oorsprong.

De Middenafdeeling is van oordeel, dat die wensch gegrond is.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht van den Minister :

1^o Op den toestand van de commiezen der genie; dezen vragen om verbetering;

2^o Op den toestand van het burgerlijk personeel der fabricatie-inrichtingen van de artillerie, te Antwerpen; dit personeel vraagt eveneens om verbetering;

3^o Op de aanvraag van de gemilitariseerde werklieden der militaire bakkerijen; zij vragen dat hun loon zoo hoog worde gebracht als dit van de bakkers in de privaatsnijverheid.

Het verslag wordt aangenomen met algemeene stemmen.

De Begroeting wordt eveneens met eenparige stemmen goedgekeurd door de Middenafdeeling.

De Verslaggever,
MAURICE PIRMEZ.

De Voorzitter,
E. NERINCX.